

À LUXEMBOURG-CITY, LES NÉGOCIATEURS ALGÉRIENS RENCONTRENT ANTIGONE

# La guerre de Troie et le démantèlement tarifaire auront lieu

**Antigone symbolise chez Sophocle la raison d'Etat. C'est précisément cette notion que Bruxelles a rappelée à Athènes et aussi à Alger. Le tout à Luxembourg-City les 19 et 20 juin en cours.**

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Il est une certitude gravée dans le marbre des institutions européennes et les annales de l'Euro. La Grèce est en faillite et les remèdes administrés ou même prescrits peuvent emporter le malade. Le faire passer de vie à trépas. Concernant l'Algérie, les négociateurs de l'Union européenne n'ont eu qu'à rappeler que l'accord d'association est un traité, pas destiné à être interprété, trituré ou changé au gré des vents et des conjonctures. C'était à Luxembourg-City les 19 et 20 juin en cours.

Que faire ? Et surtout comment et quand ? A ces questions, les ministres des Finances de l'Euro-zone (les pays de l'UE ayant en commun l'euro) ont botté en touche. Pas question de mettre de l'argent frais dans

les caisses de la belle Hellène sans que le Parlement vote à une large majorité un plan d'austérité tellement difficile qu'il peut emporter Athènes et ses environs.

La Grèce a, cependant, l'habitude des tragédies. De la tragédie. A Luxembourg-City, les argentiers de l'Union européenne n'ont pas trouvé de remède miracle pour Antigone.

A quelques encablures, Luxembourg (pays et/ou capitale) est minuscule, Algériens et Européens étaient en un autre conclave. Il n'y avait pas les ministres des Finances, ni ceux des AE, ni de l'Intérieur. Des experts de haut rang, les vrais preneurs de décisions, en définitive — du moins dont le chef de la délégation de l'UE — de Bruxelles et d'Alger évoquaient l'accord



Mourad Medelci, lors d'une réunion avec l'UE à Luxembourg.

d'association. Contrairement à des déclarations parues dans la presse algérienne, écrits de médias ou propos de responsables politiques et de patrons, le démantèlement tarifaire ne sera pas postposé. D'un mot, Bruxelles ne reportera pas

de trois ans la levée des contraintes douanières entre l'UE et l'Algérie. Les Européens, procéduriers et en crise, donc près de leurs sous, estiment qu'un traité est un traité. Ce n'est ni à des sous-commissions, des commissions ou même des

sommets de chefs d'Etat et de gouvernement de le triturer, de le remettre en cause, de l'interpréter.

Les négociateurs algériens s'en aperçoivent. Il était temps.

Avoir un riche sous-sol (cas algérien) ne dispense

pas de respecter les clauses des traités. L'accord d'association en est un. A Luxembourg, Grecs et Algériens ont, en fait, été simplement rappelés à la raison d'Etat. Ça, nous le savions depuis... Antigone.

A. M.

## ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

### Journée d'étude parlementaire sur le service national

La commission de défense nationale de l'Assemblée populaire nationale a organisé, hier, une journée d'étude parlementaire sur la professionnalisation dans l'armée et sa relation avec le service national.

Les intervenants, des universitaires et des parlementaires, ont abordé le sujet sous l'angle de la réforme. C'est notamment le cas de certains élus qui ont estimé nécessaire de revoir la durée du service national afin d'aller, progressivement, vers la professionnalisation de l'armée.

A ce titre, Ahmidatou Mohamed, docteur en droit, a présenté le processus de professionnalisation mis en œuvre par l'armée française. «L'Etat français a décidé en 1997 de suspendre l'obligation de service national. Les raisons de cette décision sont nombreuses. Elles sont liées à la fin de la guerre froide, à l'engagement des troupes à l'étranger et au développement des nouvelles technologies dans le secteur de l'armement. A la place du service militaire, la Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) a été instaurée. La JAPD est obligatoire pour les garçons et les filles entre la date de recensement et l'âge de 18 ans», a souligné l'universitaire.

Au terme de sa conférence, Ahmidatou a déclaré qu'il ne pourrait s'avancer sur la possibilité d'adapter l'expérience française au contexte algérien.

Notons qu'il était prévu qu'un représentant du ministère de la Défense nationale fasse une intervention, mais celle-ci a finalement été annulée.

Tarek Hafid

## AVIS DE DÉCÈS

Les familles Dahane et Bouiche ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et fille,

**Madame Veuve Fella Dahane,**

décédée à l'âge de 58 ans, suite à une longue maladie.

La levée du corps se fera le mercredi 22 juin à 13 heures au domicile de la défunte à Oued Roumane, cité du 20-Août-1955, villa n° 12. L'enterrement aura lieu le même jour à 13h 30, au cimetière de Oued Roumane.

A Dieu nous appartenons, à Dieu nous retournons.

## ÉQUIPEMENTS D'IRRIGATION

### Inauguration d'un laboratoire pour le contrôle des caractéristiques techniques

**Dans le cadre de la coopération algéro-espagnole, un laboratoire pour le contrôle des caractéristiques techniques des équipements d'irrigation a été inauguré hier à Alger. A ce propos, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural estime que «ce projet sera d'une grande utilité et nous permettra d'orienter nos aides».**

Benaïssa se dit «confiant» quant à cette coopération.

Elle a l'ambition de prendre en charge la problématique de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. «Cette coopération permettra de mieux gérer les ressources naturelles», souligne-t-il.

Et d'ajouter : «C'est un laboratoire qui va suivre la qualité des produits. On va apprendre à contrôler, certifier et homologuer ; et tout cela dans l'intérêt de l'agriculteur.»

Pour sa part, l'ambassadeur d'Espagne, Gabriel Busquets, assure que ce projet est une consolidation



Pour Rachid Benaïssa, ce laboratoire permettra de suivre la qualité des produits.

des relations entre les deux pays. «Nous avons fait appel pour ce transfert de technologie aux meilleures institutions», a déclaré M. Busquets.

Selon ce dernier, le laboratoire a été conçu par l'entreprise espagnole Pragsa, même partenaire qui gère le laboratoire en Espagne.

Le coût global de cette réalisation est estimé à plus de 129 millions de dinars pour la partie algérienne, et à 1 037 441 euros pour l'Espagne. «Ce laboratoire vérifie la conformité des

équipements d'irrigation aux normes internationales requises. Il vise également l'amélioration de l'efficacité d'irrigation», explique le chef de projet, Zareb Djalel. En outre, ce laboratoire permet la vérification du fonctionnement des équipements.

A cet effet, des essais sont effectués sur les équipements goutte-à-goutte et les appareils d'aspersion. Des essais qui permettent de vérifier la résistance des matériaux. Leur rôle principal est de prémunir l'agriculture et l'économie natio-

nale contre les malfaçons observées sur les équipements d'irrigation. Ils contribuent aussi à la formation et à la démonstration. Un volet sur lequel le ministre insiste.

Par ailleurs, le DG de l'Institut national des sols de l'irrigation et du drainage (Insid) M. Habila, a indiqué que ce laboratoire sera jumelé avec un laboratoire de Madrid.

A noter qu'un séminaire sur la normalisation sera organisé les 11 et 12 juillet au siège de l'Insid.

Wassila Z.